Document generated on 04/25/2024 7:19 a.m.

Santé mentale au Québec

La société alternative et les jeunes
Alternative society and youth

Jacques Lazure

Volume 9, Number 2, November 1984

Regards sur les jeunes adultes

URI: https://id.erudit.org/iderudit/030248ar
DOI: https://doi.org/10.7202/030248ar

See table of contents

Publisher(s)

Revue Santé mentale au Québec

ISSN

0383-6320 (print)
1708-3923 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Lazure, J. (1984). La société alternative et les jeunes. *Santé mentale au Québec*, *9*(2), 141–149. https://doi.org/10.7202/030248ar

Article abstract

Nowaday young people are vegetating in an alienated social condition to which society has condemned them. This alienation comprises the four following dimensions : absence of power, absence of a meaning to their life, absence of rules of action and social isolation. Young people are rendered powerless, be it in their school, on the work market or in the political system. In those institutions, they practically have no power of decision ; their most legitimate demands are hardly listened to. They have lost the meaning of their life ; they are in a state of social vacuum and they retreat within themselves. The life pattern they have developed, often centered on immediate gratification, expressive activities, on inter-personal relationships and a distancing from the adult society, predisposes them to be more attentive to an "alternative" society and its innovative practices. In any case, this is how they can find a certain hope of development.

Tous droits réservés © Santé mentale au Québec, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Santé mentale au Québec, 1984, *IX*, 2, 141-149.

La société alternative et les jeunes

Jacques Lazure *

Les jeunes végètent actuellement dans une condition sociale objective d'aliénation à laquelle la société les condamne. Cette aliénation comporte les quatre dimensions suivantes: l'absence de pouvoir, l'absence de signification de la vie, l'absence de normes d'action et l'isolement social. Que ce soit dans les établissements scolaires, sur le marché du travail ou dans le système politique, les jeunes sont condamnés à l'impuissance. Dans ces institutions, ils n'ont pratiquement aucun pouvoir décisionnel; on les écoute à peine, dans leurs revendications les plus légitimes. Ils ne connaissent plus le sens de leur vie; ils sont en état d'anomie sociale et ils vivent repliés sur eux-mêmes. Le mode de vie qu'ils ont développé, centré souvent sur le plaisir immédiat, sur des activités d'expression, sur les rapports interpersonnels et sur un détachement de la société adulte, les prédispose à être davantage attentifs à une société «alternative» et à ses pratiques innovatrices. En tout cas, c'est dans ce sens-là qu'ils peuvent trouver un certain espoir d'épanouissement.

Bon gré mal gré, la situation sociale des jeunes dans la société actuelle nous oblige à les envisager dans une nouvelle perspective, celle de leurs rapports avec une société «alternative».

D'une part, qu'ils en aient conscience ou non, qu'ils l'acceptent ou pas, les jeunes croupissent dans un état de vacuum social; ils végètent dans des conditions objectives de profonde aliénation sociale. Pour eux, la société présente est grippée, bloquée, tant dans ses institutions scolaires que dans ses structures économiques et son système politique.

D'autre part, les aspirations et les valeurs qui les animent, les ressources effectives dont ils disposent et les rapports sociaux concrets et quotidiens qu'ils nouent particulièrement entre eux tendent à les détacher de plus en plus de l'ensemble social actuel, et à les rendre ainsi virtuellement perméables et intéressés à l'implantation d'un autre type de société plus conforme à ce qu'ils sont et à ce qu'ils désirent être.

Dans ce contexte, l'alternative, du point de vue des jeunes du moins, ne peut être que la mise sur pied accélérée et plus étendue de nouvelles pratiques «alternatives», en vue de l'édification graduelle d'une société «alternative», où ils occuperaient enfin la place légitime qui leur revient et joueraient le rôle positif qu'ils sont en droit de réclamer.

L'ALIÉNATION DES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

Il n'est pas question ici de considérer les jeunes comme une classe sociale, entendue au sens typiquement marxiste du terme. C'est une position que je juge inacceptable. L'analyse ne portera pas non plus sur les jeunes en tant que fils ou filles de parents appartenant à des classes sociales précises, ou en tant qu'éventuels adultes eux-mêmes dont la place objective, économique et sociale les situerait un jour dans telle ou telle classe sociale. Cette problématique n'est pas la mienne, bien que j'en admette la légitimité et, partant, le caractère hétéroclite et différencié des divers groupes de jeunes que compose la catégorie sociale «jeunesse». En effet, j'accepte les différences concrètes, parfois profondes, qui divisent les jeunes entre eux, différences qui ne se fondent pas d'ailleurs sur la seule base des classes sociales qu'occupent leurs parents ou qu'ils occuperont eux-mêmes plus tard. À cet égard, je ne prône pas le caractère monolithique de la jeunesse.

Nonobstant cela, je soutiens que la jeunesse en tant que telle constitue un fait social spécifique, rassemblant les jeunes jusqu'à un certain point et sous quelques traits communs. À ce titre, j'endosse la pensée des sociologues français Michel Field et Jean-Marie Brohm qui, dans leur livre *Jeunesse et révolution,* présentent la jeunesse comme affichant, entre autres, la caractéristique de «transversalité institutionnelle»[1], c'est-à-dire la capacité de grouper des jeunes appartenant à différentes classes sociales (Field et Brohm, 1975, 31).

Un des traits qui m'apparait définir le plus significativement la jeunesse d'aujourd'hui est précisément la condition sociale objective d'aliénation à laquelle la société présente les condamne. À la suite

* L'auteur est professeur au département de sociologie de l'UQAM.

du sociologue américain Melvin Seeman, dont l'analyse me semble toujours valable, j'estime que cette aliénation des jeunes comporte les quatre dimensions suivantes: l'absence de pouvoir (powerlessness), l'absence de signification de la vie (meaninglessness), l'absence de normes d'action (normlessness) et l'isolement social (social isolation). J'attribue une importance particulière à l'absence de pouvoir des jeunes. Voilà pourquoi mes réflexions porteront davantage là-dessus, tout en ajoutant quand même quelques brèves observations sur les trois autres dimensions.

L'absence de pouvoir

L'absence de pouvoir est particulièrement frappante chez les jeunes.Que ce soit dans les institutions scolaires, sur le marché du travail, dans le système politique ou même dans la famille, quoique à un degré moindre, les jeunes sont happés dans l'engrenage serré d'une organisation hiérarchique où la ligne d'influence et de pouvoir est à peu près uniquement descendante, les laissant dans l'alternative stérilisante de se soumettre tout bonnement à ce qu'on leur impose ou de se révolter bêtement contre l'autorité, sinon extérieurement, du moins intérieurement. Pratiquement nulle part ils ne jouissent d'une forme quelconque de pouvoir social décisionnel, encore moins de pouvoir politique. Dans aucun domaine de la vie sociale, dans aucune de ses institutions, ils ne sont véritablement maîtres de leur destinée, encore moins de celle des institutions qui les encadrent et dont ils ne peuvent influencer le cours de manière appréciable. Partout ils sont assujettis et dépendants.

DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Les établissements scolaires modernes sont devenus un immense appareil de production sociale et culturelle pris en main par la machine gouvernementale ou ses subalternes, avec des nuances selon les pays industrialisés ou les niveaux de scolarité. Le pouvoir y est «organigramme». De personnel il est devenu structurel, anonyme et fonctionnel. Selon la belle formule d'André Gorz, «ce ne sont plus les hommes qui ont du pouvoir, ce sont les fonctions de pouvoir qui ont des hommes» (Gorz, 1980, 77). Dans cette optique, le pouvoir «découle de l'existence d'un appareil de domination qui confère un pouvoir fonctionnel à ceux qui en occupent les postes, quelles que soient d'ailleurs leurs capacités et leur couleur politique» (Gorz, 1980, 86-7). Et il ne peut en être autrement, car «le pouvoir fonctionnel renaît inévitablement des appareils de production sociale à grande échelle et de la division des tâches qui la sous-tend» (Gorz, 1980, 88).

Si, déjà, le pouvoir est préexistant à la personne de son titulaire et indépendant d'elle, si, déjà, le fonctionnaire ou le bureaucrate ou le «parapublic» scolaire est un instrument d'un pouvoir sans sujet, que dire alors des jeunes étudiants eux-mêmes? Non seulement ils ne peuvent en général occuper des postes ou fonctions de pouvoir, mais ils sont devenus, par la logique même du système, de simples objets éducables, «scolarisables». Comment un administrateur scolaire ou un enseignant, eux-mêmes représentants d'un pouvoir impersonnel et abstrait déterminé par la bureaucratie étatique et syndicale, peuvent-ils entretenir des rapports de sujet à sujet dans leur travail d'éducation auprès des jeunes étudiants? Les exceptions ne font que confirmer la règle, au prix souvent, d'ailleurs, de luttes épuisantes et parfois vaines contre la gigantesque machinerie de pouvoir. Bien loin de posséder quelque once de pouvoir personnel, les étudiants, sous la pression du système, se sont donc objectifiés et réifiés, mûs et développés qu'ils sont par des éducateurs patentés, au lieu de s'autoformer à l'apprentissage de la liberté et du pouvoir, à l'aide de personnes ressources qui les respectent et les valorisent.

Autre indice de la faiblesse des jeunes à l'intérieur des établissements scolaires: ils ne jouissent pas encore d'une charte qui, tout en définissant leur place et leurs responsabilités au sein du système, consacrerait leurs droits en tant qu'étudiants et en tant que personnes graduellement autonomes et maîtresses de leur propre éducation. Cette situation est illogique et inadmissible, si l'on songe que l'État a refusé jusqu'ici à l'ensemble des jeunes dit «normaux» ce qu'il a octroyé à la fraction relativement petite de jeunes délinquants ou en besoin d'aide et de protection sociale.

En effet, la loi 24 sur la protection de la jeunesse reconnaît un certain nombre de droits explicites aux adolescents en difficulté avec la société. Ces droits visent, entre autres, à favoriser auprès des jeunes l'approche éducative et sociale au lieu de l'appro-

che judiciaire. Ce qui apparaît incongru, ce n'est pas que ces jeunes dits «anormaux» voient ainsi reconnus par la société leurs droits de personnes en développement; c'est que, dans le même temps, un nombre beaucoup plus imposant de jeunes étudiants censés «normaux», et dont plusieurs ont même atteint ou dépassé l'âge de la majorité, ne puissent jouir d'un ensemble de droits sanctionnés par l'autorité politique et qui leur permettraient de participer de manière plus active et autonome au processus même de leur éducation. Tout se passe en réalité comme si ces derniers, sur qui repose davantage l'avenir de la société, se trouvaient, en matière de droits, plus pénalisés que les jeunes «déviants» et en situation d'infériorité par rapport à eux.

Il est vrai que l'État québécois pense présentement à instituer précisément une telle charte des droits étudiants. Mais l'affaire traîne en longueur et surtout, le pouvoir politique et bureaucratique en contrôle exclusivement le processus et le contenu, sans véritable dialogue et discussion avec les étudiants eux-mêmes.

Les jeunes seraient dotés d'un certain pouvoir réel, s'ils trouvaient le moyen de s'associer et de se constituer en une force collective bien structurée et bien équipée en moyens concrets d'action. Mais les associations ou mouvements étudiants rencontrent beaucoup de difficultés à s'organiser. D'un côté, leur assiette économique est faible et instable. Ils sont à la merci présentement de nouvelles décisions administratives ne rendant pas obligatoire la perception à la source, selon la formule Rand, des cotisations étudiantes. Dans l'état actuel des choses – j'y reviendrai un peu plus loin – la mobilisation des étudiants n'est pas suffisamment forte, par ailleurs, pour asseoir leurs organisations sur des bases financières solides à même seulement les cotisations étudiantes volontaires.

D'un autre côté, les associations ou mouvements étudiants sont souvent en butte à des divisions et à des querelles idéologiques qui les minent ouvertement ou sourdement. Encore trop rivées, à mon avis, aux positions traditionnelles de gauche et de droite et aux clivages qu'elles représentent sur les plans économique et politique, ces organisations dépensent trop de leurs énergies à lutter entre elles et à se pourfendre. Leurs militants respectifs n'arrivent pas à se définir un ennemi commun et à le combattre de façon concertée et méthodique. Encore moins n'arrivent-ils – ce sur quoi, du reste, ils devraient insister – à réaliser un consensus sur des objectifs précis, concrets et positifs de transformation scolaire et sociale à poursuivre. Tandis que les chefs de file battent des ailes et se retrouvent à peu près seuls entre eux, la majorité silencieuse des étudiants, elle, n'embarque pas sur le bateau et se replie tranquillement sur elle-même.

Est-il vraiment si étonnant que la mobilisation étudiante soit aussi faible actuellement? Quand un appareil scolaire s'est évertué, à partir de l'âge le plus tendre et pour une période d'une douzaine ou d'une quinzaine d'années, à triturer la personnalité des jeunes, à la passer au broyeur du pouvoir hiérarchique et fonctionnel, à la tenir seulement pour objet d'élevage, d'engraissage ou tout simplement de parcage, on ne se surprend guère qu'une bonne partie de la jeunesse étudiante soit si désabusée, flasque et sans ressort devant une situation qui pourtant appellerait objectivement des sursauts de fierté et d'autonomie. Bien loin de l'encourager à exercer des formes douces, personnelles et plus égalitaires de pouvoir, le système scolaire est en train de rendre la jeunesse impuissante, voire de l'émasculer irrémédiablement.

SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Consommateurs isolés, manipulés, émiettés dans l'appareil scolaire, les jeunes le sont aussi et encore davantage dans le système économique et sur le marché du travail. Là, ils ne font qu'ingurgiter comme des oies des matières scolaires préfabriquées et prédigérées; ici, même lorsqu'ils sont producteurs de biens ou de services, ils n'ont de valeur qu'en autant qu'ils permettent à d'autres ou qu'ils se permettent à eux-mêmes la consommation abondante des fruits de leur travail. Nous dépassons à ce moment le simple schéma marxiste de la reproduction de la force de travail par les moyens de subsistance. Nous entrons plutôt dans la phase de l'opulence gaspilleuse, dans le processus du gavage, aussi bien dans le système économique que dans le système scolaire. Or le gavage est aux antipodes de l'autonomie et du pouvoir personnel et responsable. Il ne fait que «chosifier» les personnes et les tourner en purs réceptacles de matières étrangères. Dans ce contexte, il ne peut être question de pouvoir véritable pour le travailleur en tant que producteur dans une entreprise économique, surtout si

celle-ci est fortement hiérarchisée et impersonnelle. A fortiori si ce producteur est un jeune. Déjà le producteur adulte d'une entreprise se voit habituellement dépossédé de tout pouvoir sur son propre travail et ses produits; du point de vue de la structure de direction et de décision, il est généralement considéré comme un pur instrument, comme une simple voie de transmission vers la consommation à tout prix et, via celle-ci, vers le profit ou la puissance du capital.

Encore bien plus en est-il ainsi pour le jeune producteur sur le marché du travail. Car lui, il est au bas de l'échelle carriériste. Son manque d'expérience et parfois son impréparation le constituent dernier rouage d'une machine de pouvoir qui pèse de tout son poids sur lui et l'expose ainsi à en subir le premier tous les contrecoups et les ratés. C'est tellement vrai que lorsque la consommation n'arrive plus à dévorer la production, les jeunes sont souvent les premières victimes des licenciements.

Les organisations syndicales ne font en général qu'exacerber cette tendance, ancrées comme elles sont sur le principe mécaniste et réputé inattaquable de l'ancienneté. Pourtant, elles sont censées militer en faveur des intérêts de leurs membres et elles le font effectivement, même si les moyens employés ou les objectifs visés restent parfois discutables. Mais, par une contradiction inhérente même à la règle d'ancienneté qu'elles défendent, les jeunes qui en sont membres en sont aussi les derniers bénéficiaires, quand ils n'en sont pas les premiers perdants.

D'autant que les jeunes travailleurs, là comme dans toute organisation bureaucratique, y jouissent en réalité d'une mince marge de pouvoir, d'une façon analogue d'ailleurs à celle des femmes. Les syndicats en général se préoccupent peu des intérêts, des besoins et des aspirations propres aux jeunes en tant que tels. On en a une preuve supplémentaire dans le fait que les syndicats commencent à peine à s'éveiller à la réalité pénible de la grande majorité de jeunes travailleurs qui ne sont pas syndiqués, ou à la réalité encore plus tragique des centaines de milliers de jeunes qui sont chômeurs ou assistés sociaux.

L'absence de pouvoir des jeunes travailleurs s'accuse encore davantage, précisément dans le cas de ces jeunes qui entrent prématurément sur le marché du travail, c'est-à-dire après avoir à peine complété un cours secondaire ou même avant de l'avoir terminé. Et ils ne sont pas la minorité dans cette situation, loin de là! On estime qu'environ les deux tiers de la population scolaire n'atteignent pas le niveau collégial (Lévesque. 1979). De ces jeunes étudiants, devenus précocement de jeunes travailleurs, environ les deux tiers aussi ont quitté l'école secondaire sans même avoir obtenu leur diplôme (Boudreault, 1979). Comme de nombreuses études l'ont démontré, cette population de jeunes travailleurs peu scolarisés est particulièrement frappée par la dureté et l'âpreté du système économique. Bien loin d'être en mesure de parler en leur cas de pouvoir social quelconque, on ne peut que les désigner plutôt de travailleurs victimes. Ce sont eux avant tout qui héritent des tâches précaires et insignifiantes; ce sont eux qui occupent des emplois à temps partiel; c'est chez eux que sévit le plus haut taux de chômage; c'est parmi eux que se recrutent surtout les assistés sociaux; c'est de leur nombre que sortent principalement les jeunes pré-délinquants et délinquants. Qu'est le pouvoir des jeunes travailleurs dans tout cela?

La condition d'impuissance des jeunes sur le marché du travail ne se confine pas à cette catégorie imposante de jeunes faiblement scolarisés. Elle s'étend rapidement à une large proportion de jeunes plus fortement scolarisés, pour qui les voies du travail se resserrent de plus en plus, quand elles ne s'obstruent pas complètement. Chez ces jeunes qui ont complété des études plus avancées, ont désormais prise non seulement le chômage et l'assistance sociale, mais aussi le sous-emploi chronique, c'est-à-dire la surqualification de leur compétence (qui devient alors sous-estimée) par rapport à l'insignifiance des emplois qu'ils occupent.

De telle sorte que beaucoup de jeunes, venant de classes sociales différentes, se retrouvent substantiellement dans la même situation objective de faiblesse devant le marché du travail. On a là un exemple éclairant de la «transversalité institutionnelle» de la jeunesse dont parlaient les sociologues Field et Brohm.

On en arrive ainsi, plus particulièrement chez les jeunes, à la naissance de ce que Gorz appelle «la non-classe des non-travailleurs... produite par la crise du capitalisme et par la dissolution, sous l'effet de techniques productives nouvelles, des rapports sociaux de production capitaliste» (Gorz, 1980,

94). Cette crise du capitalisme ne semble pas d'ailleurs n'être que passagère. Elle tend plutôt à faire figure d'état endémique. Chose certaine, l'utilisation massive de la novotique sous toutes ses formes ; informatique, télématique, bureautique, etc. entraînera la disparition de plusieurs dizaines de milliers d'emplois et ne fera qu'accroître le phénomène des «travailleurs non-travailleurs» plus particulièrement chez les jeunes et les femmes.

DANS LE SYSTÈME POLITIQUE

L'absence de pouvoir des jeunes est aussi flagrante dans le système politique. D'une part la très grande majorité des jeunes manifestent peu d'intérêt pour la politique. Le fait en a été bien enregistré par l'enquête de SORECOM, en 1980, pour le compte du ministère de l'Éducation du Québec, sur les valeurs des jeunes de 16 à 20 ans. Les jeunes en général développent plutôt des attitudes d'indifférence, de désabusement, de méfiance, d'aversion, voire de cynisme à l'endroit des politiciens et du système politique. Ils ne croient plus beaucoup à leur bonne foi et à leur transparence, et surtout à leur soi-disant préoccupation du sort de la jeunesse dans la société. On dirait que les jeunes ne vivent plus sur la même longueur d'onde que le pouvoir adulte politique.

Un tel désintérêt de la politique n'est pas de nature évidemment à susciter la mobilisation des jeunes pour les luttes traditionnelles partisanes. Leur force de frappe et leur pouvoir s'en trouvent d'autant réduits. En réalité, depuis l'accession de leur majorité à l'âge de 18 ans, les jeunes de 18 à 29 ans, plus spécialement ceux de 18 à 24 ans, n'ont jamais voté massivement aux élections habituelles. Cette tendance à une faible participation au vote s'est révélée de manière nette encore récemment, lors d'une enquête menée auprès d'étudiants de l'Université Laval. Environ un tiers des répondants ne se disaient intéressés à voter pour le Parti Québécois ou pour le Parti Libéral, donc effectivement pour un quelconque parti, dans l'état actuel du vacuum politique des tiers-partis. Du reste, même lorsqu'ils votent, les jeunes ne suivent pas une ligne partisane commune à la jeunesse en tant que telle. Leurs votes se divisent et se fragmentent plutôt en faveur des partis en présence.

Si les jeunes ne s'engagent pas tellement dans l'arène politique traditionnelle et y représentent, somme toute, très peu de pouvoir, le gouvernement lui-même, d'autre part, ne fait pas grand-chose pour rendre les jeunes présents au monde politique et pour leur conférer une certaine dose de pouvoir et d'influence.

Sans compter que les mesures ou programmes d'aide gouvernementaux aux jeunes travailleurs ou chômeurs ne constituent qu'un simple dépannage, donc demeurent strictement ponctuels et temporaires et qu'au surplus ils ont été pensés et mis sur pied sans réelle concertation avec les intéressés au premier chef. Les jeunes attendent toujours de l'État une véritable politique globale concernant leur travail et leur action dans la société, politique qui ferait l'objet d'une discussion et d'un accord avec un grand nombre d'entre eux, qui leur reconnaîtrait enfin, sur les plans des pratiques concrètes comme de la légalité, un statut social authentique, ainsi que des responsabilités et des droits précis dans le développement et la transformation de la société. Pour le moment, les jeunes piétinent dans l'impuissance et le désoeuvrement, autant mentaux que physiques et sociaux.

L'absence de signification de la vie

Déjà, l'absence de pouvoir chez les jeunes suffirait, à mon avis, à les placer dans une condition objective d'aliénation sociale. mais quand s'y ajoute l'absence de signification de la vie, alors l'aliénation s'épaissit. La société en général est traversée de tellement de courants opposés, voire contradictoires, qui tiraillent les jeunes en tous sens, qu'ils ne savent vraiment plus où donner de la tête. Ils sont sollicités de toutes parts.

Par ailleurs, cette société, bien campée sur sa structure économique qui ne sait valoriser en somme que la production de biens matériels et leur consommation, n'offre pas aux jeunes de valeurs morales ou sociales bien définies et vivantes, susceptibles de les conscientiser, de soulever leur enthousiasme et de les faire travailler pour des causes ou des projets dépassant les seuls intérêts bornés des individus. Au contraire, les jeunes, encore plus que les adultes, se sentent atomisés dans un tel monde. La société n'attend d'eux rien de trop précis et de trop engageant, sauf qu'ils se préparent à devenir un jour (?) adultes. C'est là où, pour eux, réside l'insignifiance profonde de leur vie dans la société. Voilà pourquoi certains d'entre eux, en nombre croissant

semble-t-il, cherchent à percer le sens de leur existence propre et de sa place dans le monde, en expérimentant diverses formes de connaissance ou de pratique religieuse, ésotérique, occultiste, parapsychique, etc.

L'absence de normes d'action

L'absence de normes d'action chez les jeunes vient d'une part, comme l'absence de signification de leur vie, du pluralisme ou de la multivalence désordonnée de la société. Celle-ci est régie par des lois et des normes qui empiètent souvent les unes sur les autres, quand elles ne se contredisent pas tout bonnement. Les jeunes n'y voient pas clair. Ils peuvent difficilement adopter un code normatif intégré qui guiderait leurs aspirations et leurs conduites.

D'autre part, les lois, les moeurs ou les règlements qui contraignent les jeunes dans leurs différents milieux de vie sont loin d'être vraiment tous intériorisés par eux. Ils se plaquent plutôt du dehors sur leur vie. Les jeunes se laissent alors mener davantage par leurs propres besoins et leur goût de vivre. Ils cherchent, par le procédé du «trial and error», par toutes sortes d'expériences et d'aventures, à se créer, à s'inventer leurs normes d'action à eux, auxquelles ils puissent se conformer, qu'elles soient en accord ou non avec celles de la société adulte.

Ce processus de fabrication de ses propres normes d'action, comme du sens à donner à sa vie et à l'existence en général, est souvent long et pénible pour le jeune. Avant qu'il se soit achevé en une synthèse organique d'action, si provisoire soit-elle, il laisse facilement le jeune dans l'incertitude et la confusion, dans une condition d'aliénation de soi susceptible de paralyser son élan vers la vie. Les jeunes d'aujourd'hui ne peuvent plus, comme par le passé, attendre de l'extérieur des modèles tout faits, uniques et prétendument absolus de sens profond de la vie et de normes morales et sociales d'action. Notre société contemporaine est devenue trop complexe, diversifiée et individualiste pour être en mesure ou bien de construire ou bien d'imposer de tels modèles. S'y essaierait-elle, qu'il faudrait aussitôt dénoncer ces tentatives d'idéologies totalitaires, au nom même des expériences désastreuses qu'elles ont fait ou font encourir à l'humanité. C'est donc aux jeunes eux-mêmes que revient la tâche difficile de se forger un sens valable à leur vie et de se tracer des normes d'action appropriées à ce sens. On voit que s'esquissent déjà ici des éléments importants d'une société «alternative» à ériger sur la base de pratiques «alternatives». mais en attendant, les jeunes ont besoin de conditions d'études, de travail et d'action sociale qui leur permettent précisément de réaliser cette synthèse personnelle du sens de leur existence et de leur morale. Autrement, comme c'est le cas présentement, je crois, beaucoup en restent au stade de l'aliénation par le vide des significations en eux et autour d'eux.

L'isolement social

Enfin, les jeunes se trouvent confinés par la société dans l'isolement social des adultes. En attendant qu'ils soient prêts à fonctionner dans le «grand monde» (toujours selon le raisonnement adulte), on les parque dans les institutions scolaires, dans une sorte de «no man's land» entre l'enfance et la supposée vraie vie de citoyen. Et quand les jeunes rejoignent le monde du travail, c'est, dans une bonne proportion, pour s'en voir expulser bientôt et pour se retrouver entre eux, partageant les mêmes vicissitudes du chômage, de l'assistance sociale ou de l'emploi sporadique.

Les jeunes eux-mêmes, d'ailleurs, renforcent cet isolement social en ayant tendance à se replier sur eux, à évoluer plutôt à l'intérieur de leur propre monde, dans des rapports sociaux principalement «inter-jeunes». Les jeunes alors se marginalisent et tombent pour ainsi dire dans un vacuum social. Comme dit Gérard Mendel, dans son approche socio-analytique de la jeunesse, «plus la durée de l'adolescence tend à se prolonger, plus la jeunesse devient du temps mort, du rien social» (Mendel, 1979, 248).

Au terme de cette analyse, il m'apparaît donc indiqué d'affirmer que les jeunes vivent dans une condition sociale d'aliénation, encore une fois qu'ils en aient conscience ou non et qu'ils l'acceptent ou pas. La société leur est fermée; ils n'ont pas grand-chose à attendre d'elle, à moins qu'ils ne la transforment en une société «alternative» dans laquelle, selon l'expression de Gorz, serait réduite la sphère de l'hétéronomie et de la nécessité au profit d'une maximisation de la sphère «où règnent l'autonomie des personnes et la liberté de leur association et coo-

pération en vue de fins qui leur soient propres» (Gorz, 1980, 158).

LA SOUS-CULTURE DES JEUNES, PRÉSAGE DE LA SOCIÉTÉ «ALTERNATIVE»

Entre-temps, les jeunes continuent à vivre. Et dans le déroulement de leur vie quotidienne, ils sont en train justement de se forger une sous-culture propre, où certaines des aspirations qui les meuvent, des valeurs qu'ils chérissent, des ressources qu'ils démontrent et des nouvelles expériences de rapports humains et sociaux qu'ils effectuent présagent en quelque manière l'avènement d'une société «alternative». Il faut bien noter toutefois qu'ils ne sont pas les seuls à penser, à désirer et à agir de la sorte. Un bon nombre d'adultes les devancent, les accompagnent ou les suivent dans ces voies nouvelles. Mais les jeunes ont ceci de particulier qu'ils présentent, comme catégorie d'âge, certains traits culturels qu'on ne retrouve pas avec la même densité et le même relief dans les autres catégories d'âge.

La sous-culture des jeunes se caractérise avant tout, il me semble, par la prédominance de l'imaginaire, du non-rationnel ou même de l'irrationnel sur ce qu'on peut appeler le modèle «logico-rationnel» qui inspire et façonne les structures économiques, sociales et politiques de la société adulte. Je crois en effet que la société, animée et dirigée par les adultes, véhicule principalement une culture marquée par la science surtout positiviste, par l'organisation technocratique et bureaucratique et par des normes et objectifs dits rationnels. Tandis que les jeunes, eux, envahissent (et sont aussi envahis par lui) le monde de l'imaginaire, du rêve, du fantasme, du symbole, du sentiment, du non-rationnel, pour ne pas dire de l'irrationnel.

Cet imaginaire de la jeunesse se traduit surtout de quatre manières. Avec Bennett Berger, on peut affirmer d'abord que la jeunesse valorise le plaisir, y attache une importance capitale, par opposition à la société adulte qui, elle, est mûe davantage par le principe de rendement, de l'efficacité technique et rationnelle. Cette recherche du plaisir chez les jeunes, pouvant aller jusqu'à certaines formes d'hédonisme, se concrétise notamment dans la fête des sens, l'évasion complaisante dans les fantasmes de l'imagination, la quête incessante et grisante d'expériences nombreuses et inédites. Alors que la société adulte tend à se construire autour d'une structuration «scientifique» et «logique» de son travail, selon la dynamique implacable et souvent d'ailleurs absurde d'une rentabilité matérielle et quantitative à outrance, la jeunesse de son côté cherche davantage à se procurer de la jouissance, à inventer et à expérimenter la vie, à la «jouer», à en tirer tous les stimulants et toutes les provocations.

L'importance que la jeunesse accorde au plaisir comme source de création et d'aménagement de sa vie entraîne une orientation «expressive» de ses activités, par opposition à l'orientation dite «instrumentale», plus typique des activités professionnelles adultes soumises à un modèle positiviste d'organisation humaine et sociale. Par son orientation «expressive», la sous-culture des jeunes attribue de la valeur aux manifestations de sentiments, d'émotions de toutes sortes, aux activités artisanales, artistiques et sociales de caractère plus gratuit, entreprises davantage pour le plaisir de créer, d'incarner du neuf et de communiquer par là une portion qualitative de son être propre. Cela correspond, en somme, à ce que proposait Rudolf Bahro: «Ce qu'il faut aux hommes des pays développés, ce ne sont pas de nouveaux besoins, mais l'occasion de se réaliser par l'activité individuelle: plaisir de l'action, plaisir de la communication, vie concrète au sens le plus large» (Bahro, 1978, 381).

Il s'ensuit que la sous-culture des jeunes privilégie les rapports interpersonnels, précisément parce qu'ils permettent mieux l'expression de soi, particulièrement dans les domaines des loisirs et de la sexualité. Les jeunes recherchent ainsi les rencontres entre eux, dans un climat social d'égalitarisme où la camaraderie, le partage, l'amitié et même l'amour prennent une grande importance. C'est ce qui explique notamment la facilité déconcertante avec laquelle les jeunes nouent des contacts planétaires entre eux, au delà des frontières ethniques, raciales, linguistiques et nationales.

Enfin, la sous-culture des jeunes favorise, même si elle ne l'incarne pas toujours dans la réalité, une attitude de détachement, de liberté et d'indépendance à l'endroit des structures qui encadrent et des normes qui règlent la société adulte et qu'a tendance à reproduire le pouvoir économique et politique. Parce que les jeunes ressentent le besoin de s'exprimer, de créer, d'entretenir des rapports person-

nels selon le principe de plaisir, ils sont entraînés par là même à moins vénérer et sacraliser la société adulte qui fonctionne à un autre registre, celui du principe de réalité ou de rendement. Ils cherchent plutôt à construire leurs propres systèmes de valeurs, rapports sociaux et codes normatifs, qu'ils soient fidèles ou non à ceux de la société adulte.

De la sorte, la sous-culture de la jeunesse se présente, dans ses valeurs fondamentales ainsi que dans ses aspirations les plus intimes, comme allant objectivement dans le sens contraire des orientations profondes et des directions normatives de la société adulte et de son système de pouvoir. Cette constatation ne suppose pas, tant s'en faut, et n'a pas à supposer que tous les jeunes soient effectivement des contestataires véhéments de l'ordre établi. Loin de là! Elle signifie simplement que la sous-culture de la jeunesse, comme phénomène social distinct, pousse à bien des égards dans une direction opposée à celle qu'a prise la culture adulte et qu'elle possède donc, en tant que telle, une dynamique objective contraire à celle qui propulse le corps social des adultes.

C'est exactement à ce point que se dresse la perspective d'une société «alternative» avec ses nouveaux paradigmes et ses pratiques innovatrices. La sous-culture de la jeunesse, dans ses éléments riches et positifs (car elle comporte aussi ses faiblesses, ses limites et ses résidus non recyclables), peut fournir de précieux matériaux à la construction d'une société plus équilibrée et plus humaine. La prédominance de l'imaginaire et du principe de plaisir chez les jeunes, leur orientation «expressive» et leur sens de la fête et de l'aventure, l'insistance qu'ils portent sur des rapports interpersonnels directs et égalitaires, la liberté qu'ils manifestent vis-à-vis des structures établies et la quête de leur identité personnelle qu'ils poursuivent constituent, entre autres, autant de pierres d'assise solides sur lesquelles peuvent s'édifier de nouvelles manières de vivre en société.

Car ces éléments sont en consonance directe avec la philosophie ou l'idéologie (appelons-la comme on veut!) qui inspire la mutation culturelle en cours et qui s'exprime dans les multiples pratiques, mouvements, associations et regroupements parallèles ou «alternatifs» que l'on retrouve dans plusieurs pays du monde.

Cette philosophie ou idéologie se caractérise notamment par les traits suivants que j'énonce brièvement. Elle se fonde sur le besoin et la nécessité de se façonner une conscience de soi et des autres qui puisse envisager les personnes humaines comme sujets autonomes et responsables, capables de procéder graduellement à la transformation de la société par la jonction indissociable de la pensée créatrice et de l'action solidaire innovatrice. Cette dernière organise et structure la pensée créatrice tandis que celle-ci inspire l'action solidaire innovatrice. La société «alternative» se réalisera sur la base de la pensée autonome d'un sujet pensant non vassalisé, de la pensée globale, interdisciplinaire et holiste, versus la pensée compartimentée et réductrice du modèle positiviste, de la pensée ouverte qui ne s'enferme pas dans un seul schéma figé, de la pensée critique qui remet en question le conformisme lourd des institutions établies, de la pensée à la fois logique et intuitive qui fait appel aux deux hémisphères du cerveau, de la pensée constructive qui ne cherche pas seulement à détruire l'inacceptable, mais à créer du positif, de la pensée dialectique qui vise à transcender les vieilles polarités capitalisme-socialisme, science-idéologie, sujet-objet, gauche-droite, structure-histoire, personne-société, déterminisme-liberté, enfin de la pensée non purement théorique, abstraite, formelle mais nourrie de la praxis et tendant à se prolonger en elle.

L'action solidaire innovatrice, à son tour, recherche de nouveaux rapports sociaux plus égalitaires et allant dans les deux sens entre hommes et femmes, parents et enfants, adultes et jeunes, enseignants et étudiants, patrons et ouvriers, dirigeants et dirigés, producteurs et consommateurs. Cette action innovatrice ne boude pas forcément la science et la technologie, mais veut une science moins froide et asservissante, des techniques plus douces, appropriées aux besoins des personnes et soumises à leur contrôle, des techniques «conviviales», quoi! L'action innovatrice exige la décentration du pouvoir, sa personnalisation au sens de groupements et de communautés solidaires dans leurs objectifs précis et concrets. Elle demande aussi l'établissement de réseaux de communication, d'information et de coopération entre ces communautés. Car le réseau, avec sa structure dissipative en flux constant, représente, selon l'expression de Marilyn Ferguson, le véritable antidote de l'aliénation. L'action solidaire inno-

vatrice cherche enfin à respecter la nature, l'écosystème, l'équilibre du monde physique et vivant menacé notamment par les techniques lourdes et les engins nucléaires.

Avec leurs ressources immenses et encore latentes, puisque la société les bloque ou ne les actualise pas suffisamment, les jeunes peuvent contribuer beaucoup aux projets «alternatifs», à condition évidemment qu'ils brisent leur isolement social, qu'ils trouvent chez les adultes des incitateurs, des conseillers et des partenaires avec qui ils puissent réaliser au moins une part de leurs attentes et de leurs rêves.

Les pratiques «alternatives» sont susceptibles de toucher à tous les domaines: écologie, santé, sexualité, famille, éducation, économie et travail, politique, science et technologie, communications et mass media, droit et justice, morale et religion. Je voudrais conclure en émettant quelques réflexions sur la société «alternative» et l'éducation. Il importe à mon avis d'opérer le plus tôt possible un regroupement de tous les éducateurs, enseignants, professeurs qu'intéresse et qu'inspire l'éducation «alternative», regroupement qui se ferait en dehors et au-dessus des institutions bureaucratiques établies et souvent sclérosées que sont les collèges ou universités, les écoles, les commissions scolaires, les syndicats, le ministère de l'Éducation.

Ce regroupement s'impose pour une évaluation plus critique et plus lucide des failles du système actuel d'éducation. Mais surtout il s'impose pour soutenir des idées et entreprendre des projets qui affirmeront qu'apprendre est avant tout un processus et un voyage, non un produit, que les enseignants et les étudiants sont des personnes et non des rôles, que la divergence des hypothèses et des pensées fait partie de l'apprentissage à la créativité, et non un conformisme plat aux idées reçues, que l'image positive de soi est la grande génératrice de la performance, que la théorie doit s'allier à l'expérience et à l'expérimentation, que doit s'effectuer le développement non seulement de l'hémisphère gauche mais de tout le cerveau, que l'enseignant est aussi un «apprenant» de ses étudiants, que l'éducation est un processus de toute la vie, qui n'est relié que tangentiellement aux écoles, que la communauté locale doit intégrer l'école et l'inspirer, que les structures raides et impersonnelles d'une éducation hiérarchique et autoritaire doivent s'assouplir, devenir plus personnelles et égalitaires, etc.

À ce compte, les jeunes se remettront à vivre, à générer de l'enthousiasme et de l'engagement, à se développer véritablement, au plus grand bénéfice d'eux-mêmes et de la société.

NOTE

1. Par transversalité institutionnelle, l'auteur veut simplement dire que cette caractéristique traverse les classes sociales et ne désigne pas une situation propre à une classe sociale.

RÉFÉRENCES

BAHIO, R., 1978, *L'alternative,* Paris, Stock.

BERGER, B.M., 1972, On the youthfulness of youth cultures, in Manning, P.K., Truzzie, M., eds, *Youth and Sociology,* Englewood Cliffs, N.J., 52-68.

BOUDREAULT, G., 1979, *Les abandons scolaires dans les écoles des commissions scolaires 1972-1973 à 1976-1977,* ministère de l'Éducation.

FIELD, M., BRAHAM, J.M., 1975, *Jeunesse et révolution,* Maspero, Paris.

GORZ, A., 1980, *Adieux au prolétariat,* Galilée, Paris.

LÉVESQUE, M., 1979, *L'égalité des chances en éducation,* rapport soumis au Conseil supérieur de l'éducation.

MENDEL, G., 1979, *Quand plus rien ne va de soi,* Laffont, Paris.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, 1980, *Les valeurs des jeunes de 16 à 20 ans,* Gouvernement du Québec, Secteur de la planification, Service de la recherche.

SIEMAN, M., 1961, On the meaning of alienation, *American Sociological Review, 26,* 753-8.

SUMMARY

Nowaday young people are vegetating in an alienated social condition to which society has condemned them. This alienation comprises the four following dimensions: absence of power, absence of a meaning to their life, absence of rules of action and social isolation. Young people are rendered powerless, be it in their school, on the work market or in the political system. In those institutions, they practically have no power of decision; their most legitimate demands are hardly listened to. They have lost the meaning of their life; they are in a state of social vacuum and they retreat within themselves. The life pattern they have developed, often centered on immediate gratification, expressive activities, on inter-personal relationships and a distancing from the adult society, predisposes them to be more attentive to an "alternative" society and its innovative practices. In any case, this is how they can find a certain hope of development.